

« La Grèce ne demande qu'à s'éveiller aux investissements »

Trois questions à **Theodoros Fessas**, président du patronat grec (SEV).

Comment la Grèce pourrait-elle renouer avec la croissance et la compétitivité ? Comment évaluez-vous la situation économique actuelle du pays ?

Theodoros Fessas : La Grèce est entrée dans une période de normalité suite aux résultats des élections, qui ont réaffirmé notre engagement en faveur de la zone euro et de l'Union européenne. Notre économie a remarquablement bien résisté alors qu'elle devait faire face à un contexte très difficile. Alors que les contrôles paralysaient les mouvements de capitaux, la confiance des consommateurs est restée forte, le tourisme a continué à se développer et, au dernier semestre, la croissance s'est relevée.

Mais la Grèce a un grand besoin d'investissements afin de renouer avec une croissance durable. C'est pourquoi il nous faut envoyer de sérieux et convaincants messages aux investisseurs internationaux en leur rappelant que nous avons besoin d'eux et que nous sommes engagés à faire tout notre possible pour parvenir à les attirer.

Ce qu'il nous faut maintenant, c'est deux choses : un retour de la stabilité économique à travers une recapitalisation des banques grecques, ce qui nous permettra de regagner la confiance de nos partenaires et d'attirer des investisseurs internationaux. Et, en second lieu, il nous faut mener au plus vite un certain nombre de réformes structurelles – certaines sont déjà en cours – afin de redessiner l'environnement économique de la Grèce.



Quelles sont les forces et les faiblesses de la Grèce sur le plan économique ? Quelles conditions faudrait-il remplir pour inciter les investisseurs des secteurs publics et privés grecs et européens à réinvestir en Grèce ?

T. F. : La fragilité du système bancaire, en particulier en raison des contrôles sur les mouvements de capitaux, la gestion à venir des prêts improductifs et, bien entendu, la question de la viabilité de la dette publique, jouent, il est vrai, en notre défaveur. Ces problèmes devraient être résolus d'ici six à huit mois. Certains obstacles bureaucratiques découragent encore les investisseurs. Néanmoins, c'est la première fois depuis le début de la crise que la grande majorité de nos partis politiques soutient activement le maintien de notre pays dans la zone euro ainsi que la réalisation du programme d'ajustement économique.

La Grèce est un géant endormi, si vous me permettez l'expression, qui ne demande qu'à s'éveiller aux investissements. Il existe de nombreux marchés de

biens et services à ouvrir, des projets de privatisation qui ne demandent qu'à être concrétisés, des opportunités dans le secteur de l'énergie, la possibilité pour notre pays de devenir le « hub » logistique du Sud-Est de l'Europe. Notre main-d'œuvre qualifiée, nos bonnes pratiques en matière de partenariats public-privé, et nos ressources culturelles et naturelles pourraient générer un modèle de croissance durable.

La confiance est la clé de la reprise. Premièrement, il faudrait restaurer la liquidité financière à travers un programme de recapitalisation des banques. Les investisseurs doivent avoir accès au crédit et à de nouveaux outils de financement.

Deuxièmement, les réformes devraient se concentrer sur un environnement favorable aux affaires par le biais de la simplification des transactions entre administrations et entreprises et de la libéralisation des produits et services.

Troisièmement, les entreprises souhaiteraient que les procédures judiciaires puissent être plus rapides.

Quatrièmement, nous devons en finir avec l'évasion fiscale, qui porte surtout préjudice aux entreprises respectables qui se plient à la loi et à leurs obligations envers l'État. Ce serait une grande avancée en matière de justice économique et sociale.

Dans quels secteurs ou domaines faudrait-il investir afin que la Grèce retrouve son rang sur les marchés européen et mondial du travail, améliore sa balance extérieure et surtout, développe ses exportations ?

T. F. : Le succès du programme d'ajustement économique en cours repose en grande partie sur les performances des entreprises exportatrices. Il faut donc que les moyennes et grandes entreprises existantes se développent, et deviennent plus productives et compétitives dans notre économie mondialisée. Les nouvelles entreprises devraient cibler les biens et les services axés sur la connaissance, l'innovation et le savoir-faire dans des secteurs comme le tourisme, la logistique, la gestion des déchets et de l'eau, les outils de communication, l'infrastructure, l'agriculture et l'énergie. ☞

Questions de Clotilde Warin, rédactrice en chef